

# Pour un gouvernement des travailleurs, préparons la grève générale !

La bourgeoisie a besoin du plan Bayrou et de ses 44 milliards d'économies en 2026. Applaudi par le Medef, il combine militarisme et réduction de la dette publique aux dépens des travailleurs. Mais Bayrou, avec la bénédiction de Macron, a demandé un vote de confiance, qu'il va perdre. La représentation politique de la classe dominante est plus divisée que jamais. Tous tablent sur la fin imminente de Macron et aspirent à occuper la place. Quant au PS, PCF, LFI, ils ne peuvent se permettre aujourd'hui d'apparaître comme les sauveurs de Bayrou et endosser la responsabilité de son budget d'austérité pour les masses. Le PS propose un autre budget d'austérité, en version plus soft, et veut convaincre EELV et le PCF « *d'être les suivants* » au côté de Macron. LFI, comme le RN, appelle à une dissolution ou à la démission de Macron, en espérant triompher, alors que tous les sondages donnent le RN largement en tête

Tout gouvernement issu du parlement, dissolution ou pas, devra nécessairement attaquer les travailleurs pour répondre aux besoins objectifs de la bourgeoisie. Seul un gouvernement des travailleurs rompra avec la bourgeoisie et pourra mettre en place des mesures d'urgence pour l'ensemble des travailleurs et la jeunesse.

Le gouvernement Macron-Bayrou-Retailleau n'a pu survivre qu'avec la collaboration de classe des bureaucraties ouvrières. Défenseurs du front républicain pour élire Macron en 2022 comme aux législatives de 2024, les partis ouvriers bourgeois PS, PCF et LFI ne veulent pas rompre avec les capitalistes. En 2023, avec les directions syndicales, ils s'opposent à la grève générale et permettent la défaite des 64 ans. Depuis un an, ils se déchirent. Le PS donne son accord à Bayrou pour appliquer les budgets d'austérité 2025. LFI multiplie les motions de censure qui n'ont aucune chance de passer, sauf à être votées par le RN, ce qui n'est pas un souci pour Mélenchon.

En 2025, les chefs syndicaux participent à la manœuvre du « conclave » sur les retraites, à la cogestion de l'Unedic réduisant les allocations des chômeurs, aux rencontres ministérielles contre les salaires des fonctionnaires, à la convention-citoyenne contre l'école. Les 27 et 28 août, Bompard (LFI), Roussel (PCF), Roussel (PS) et Souillot (FO) débattent à la rencontre du Medef. Légitimer l'ordre capitaliste et cautionner ses attaques, voilà le but du dialogue social. Il faut rompre avec ces compromissions !

Face aux attaques, plus de 2 millions de signatures sont obtenues en quelques jours contre la loi Duplomb. Mais l'intersyndicale se contente d'une péti-

tion pour quémander à Macron « *d'accepter d'ouvrir la discussion sur la progressivité de la fiscalité* ». Un appel à « tout bloquer » le 10 septembre trouve alors un écho. LFI lui emboîte le pas, parle de grève générale, mais c'est la grève d'un jour, et renvoie tout ça à une énième farce parlementaire.

Opposées à la grève générale, les directions syndicales multiplient les journées d'action sectorielles : Radio France (25 août), Energie (2 septembre), Novasco et Owens Illinois (4 et 9 septembre), chimie-commerce-AP-HP (10 septembre). Le 29 août, l'intersyndicale ajoute une journée d'action le 18 septembre. Le but serait « *le partage de la valeur et des richesses* » avec « *la construction d'un tout autre budget* ». Les chefs n'appellent à aucune AG et « *conviennent de se revoir* » après le 18 pour « *prendre toute initiative nécessaire* ».

Il faut préparer la grève générale contre tout budget antisocial, contre tout gouvernement bourgeois. Avec des comités de grève élus et mandatés par les AG, coordonnés et centralisés nationalement pour l'autodéfense de la grève et des manifestations, pour les revendications d'urgence, la grève générale pose la question du pouvoir, d'un gouvernement des travailleurs.

Les journées isolées des 10 et 18 septembre s'y opposent, comme les 14 journées d'action en 2023. Contre ces manœuvres, formons des comités pour préparer la grève générale, qui interviendront dans les AG, dans les syndicats, dans les lieux de travail et d'études, pour que les travailleurs et les jeunes imposent l'appel à la grève générale.

- Rupture de toute « concertation » avec le gouvernement et les capitalistes !
- Abrogation de la loi Macron-Borne contre les retraites et de la loi contre les chômeurs !
- Augmentation et indexation des salaires, des retraites et des prestations ! Interdiction des licenciements, rétablissement et création de tous les postes nécessaires dans les services publics ! Annulation de la dette publique !
- Fermeture des bases militaires à l'étranger ! Pas un euro pour l'armée ! Dissolution des corps de répression ! Armement du peuple !
- Fin de toute collaboration militaire et de fournitures d'armes à Israël ! Sortie de l'OTAN ! Indépendance pour la Kanaky !

1er septembre 2025



Formons des comités de préparation de la grève générale jusqu'au retrait du plan Bayrou !

